

BILLET DU HURON

Vous avez bien dit : Vivre à la campagne !

« C'est assez, dit le rustique. Demain, vous viendrez chez moi. Ce n'est pas que je me pique de tous vos festins de roi. Mais rien ne vient m'interrompre. Je mange tout à loisir... »

Le rat de(s) ville(s) et le rat des champs

Alphonse Allais rêvait de mettre les villes à la campagne. Robinson les aurait mises sur une île, alors que Jean-Jacques, précurseur des Khmers rouges, les aurait vidées de leur population. Ces prophètes des temps modernes avaient tous raison : il fait bon vivre à la campagne. C'est l'espace et le bon air. C'est la fin de l'anonymat et le gage d'une sociabilité totale. On se connaît. On ne se gêne pas et il n'y a pas besoin de fête des voisins pour ouvrir sa porte et découvrir le voisin de palier qui tire sa chasse à minuit. On ne court pas. On vaque tranquillement, à l'heure solaire. Et parce qu'il y a un terme à tout, on ne meurt pas dans l'oubli, mais dans l'hommage ému d'une population qui patiemment attend son tour à l'offerte...

Voilà qui est bien. Le seul problème, ce sont les chiffres, ces fameuses statistiques qui déplaisent tant aux politiques, prompts à y voir la griffe des technocrates. Alors, il faut être clair: si l'on fait abstraction de la population urbaine et périurbaine, il ne reste guère, pour la France profonde (l'expression date de Giscard et a 35 ans) que moins d'un Français sur quatre. Et, bien sûr, les bonnes fées qui, sous la République gaullienne et post-gaullienne, se penchaient sur cette France des campagnes sont, aujourd'hui, aux abonnés absents. On ne parle plus d'aménagement du territoire. D'ailleurs, la Délégation éponyme, placée auprès du Premier ministre, a disparu corps et biens, avec ses crédits, ses personnels, ses commissaires, *missi dominici* de haut vol, ses cartes de désignation des zones aidées, c'est-à-dire grassement subventionnées.

C'était la France de l'habit d'Arlequin, mais pourquoi pas ? Les élus *montaient* à Paris pour être *éligibles* aux aides . Les plans de soutien redescendaient au galop et les élus partaient en campagne pour distribuer la bonne parole aux communes, cantons, départements inscrits sur la carte des subventions. Le maître-mot, c'était la compensation des handicaps de la France rurale, à la manière de Clémenceau déclarant, après 1918, aux Anciens combattants : « Vous avez des droits sur le pays... ». Oui, la France des villages et chefs-lieux de canton, la France des montagnes et des chemins creux avait droit au désenclavement, à l'accessibilité, à la fin de ce traumatisme des ruraux: égaux, mais différents.

De Dunkerque à Tamanrasset, le bourg-centre et les kilomètres...

Les temps ont changé. D'abord, les élus locaux ne montent plus à Paris ou, tout au moins, c'est-ce qu'ils disent. La décentralisation les a rendus maîtres de leur destin. L'aménagement du territoire, c'est leur affaire, et aucun ne tient à apparaître, dans sa commune, son canton ou son département, comme moins développé, en quête d'une aide assimilée à de l'assistance. L'Etat, sous la haute surveillance de Bruxelles, s'est retiré sur l'Aventin. Il laisse faire les collectivités locales, maîtres d'œuvre d'un ruralisme dont les canons ont été fixés sous l'ère Mitterrand et, comme souvent, avec moins de moyens et plus de franchise. Dans cette France rurale, celle de la force tranquille, à l'heure de l'Angélus, il n'est plus question de parité ville-campagne. Non, on va organiser les villages par rapport aux bourgs-centres, souvent

chefs-lieux de canton. En clair, dans ces villages, plus rien : plus de commerces, plus de services, plus de desserte. Pas rentable ! Il faudra aller les chercher au bourg-centre, à 10, voire 20 kms. Là, et sur tout le territoire national, le schéma est *ne varietur*: on trouve une armature commerciale de base, avec superette et distribution de carburant, débit-tabac, collège pour le socio-éducatif, médecin-pharmacien pour la santé, agence bancaire et distributeur, brigade de Gendarmerie pour l'ordre public, artisans du BTP.

« Vous n'avez qu'à de lire le journal »...

L'universalité de ce schéma a deux conséquences : la standardisation totale des modes de vie, accompagnée d'une forte socialisation, à base de consommations collectives non marchandes. On devine la leçon du binôme standardisation-socialisation pour ceux qui tentent d'y échapper. Vient pour le horsain la grande cavalcade, c'est-à-dire les rondes sans fin, loin du bourg-centre. S'il veut échapper à cette logique, il lui faut affronter une double contrainte : beaucoup de voiture et une incertitude totale sur le résultat. En clair, il peut faire beaucoup de kms et ne pas trouver ce qu'il cherche. Voilà qui, déjà, tord le cou à une légende tenace, celle du coût de la vie au village, en principe modique, en fait, grevé du temps et, quelquefois, de l'inutilité des déplacements.

S'il est un exemple de consommations inexistantes au village et qu'il faut aller chercher loin, quelquefois très loin, c'est celui de la presse écrite ou Presse quotidienne Nationale (PQN). Certes, la vie au village peut parfaitement s'exercer sans la lecture pavlovienne des quotidiens nationaux. Mais, pour ceux qui y tiennent, commence la corrida du matin et il y a trois cas de figure. D'abord, le titulaire de ce point-presse qui, interrogé par le client, répond sommairement : « Tout est là », sous-entendu : « Ne demandez pas ce qui n'est pas là pour une raison simple : personne ne le demande ! » Passez votre chemin ou, sans le dire, achetez, comme tout le monde le journal et sa double chronique mortuaire, sous la rubrique communale et dans la nécrologie. L'autre cas de figure, c'est la Maison de la presse, la bien nommée, qui reçoit 2 *Monde*, 1 *Libération*, 2 *Figaro* et 1 *Echos*. Malheur si vous passez à 11 heures; il aura suffi d'un original pour épuiser le stock. Le tenancier lève alors les bras au ciel : c'est la faute du diffuseur qui, tous les matins, livre un ou deux exemplaires à des dizaines de kms, pour une offre dont les invendus lui reviennent. Inutile de dire qu'il n'est pas enclin à en augmenter le nombre, alors que l'éditeur ne peut qu'augmenter le prix de ses quotidiens, au risque de décourager les derniers lecteurs. Sympa, le patron de la Maison de la presse propose de réserver un ou plusieurs journaux. La formule fleure bon la Pologne de Jaruzelski. Reste le sauve-qui-peut : partir tôt en campagne, faire 40 kms, voire 80 en ce jour de grâce qui avait vu la fermeture du point de presse le plus proche. Autre palliatif : franchir la frontière, car, il faut le savoir, la diffusion Naville est, en temps et en nombre, d'une régularité de métronome, mieux assurée que dans le pré-carré national, les jours de grève. Reste l'ultime placebo : en parler avec le voisin puisqu'à la campagne, on se connaît, on se cause, on scrute le temps qui va changer. Mais attention au gros bon sens : pas de journaux ? Faites comme nous, on s'en passe...